



parlementaires & développement

LETTRE D'INFORMATION DES PARLEMENTAIRES SUR LE DÉVELOPPEMENT

NUMÉRO 03 – OCTOBRE 2011

© JONAS BENDISKENMAGNUM PHOTO/POUR L'AFD



La santé maternelle et infantile sous l'angle du défi démographique

Interview croisée

Au regard du défi démographique mondial actuel, estimez-vous que l'importance accordée au lien entre lutte contre les mortalités maternelle et infantile et croissance démographique est suffisante ?

Delphine Barry : Le défi démographique actuel met face à face deux situations contradictoires : tandis que les pays du Nord se préoccupent de la faible fécondité et du vieillissement de leurs populations, ceux du Sud sont confrontés à une croissance démographique sans précédent. L'importance accordée au lien entre lutte contre les mortalités maternelle et infantile et croissance démographique n'est pas à la même échelle. Les membres du G8 ont prouvé leur prise de conscience lors de la Conférence de Muskoka. Cependant, il faut aller au-delà en mobilisant les ressources annoncées dans une perspective durable.

Henriette Martinez : Le défi, c'est celui d'une humanité qui dépasserait en 2050 les 9,3 milliards d'individus, et plus de 10 milliards à la fin du siècle. Une dynamique nourrie pour l'essentiel par les 39 pays d'Afrique subsaharienne qui connaissent encore une forte fécondité. Ce sont d'ailleurs les mêmes qui représentent plus de la moitié de la morbi-mortalité maternelle et infantile. Comme si le monde refusait toujours de voir que les quatre

«trop» qui tuent ou estropient les femmes et leurs enfants (trop de grossesses, trop tôt, trop tard et trop rapprochées) sont également ceux qui nourrissent les fécondités à plus de cinq enfants par femme...

Les actions entreprises aujourd'hui par les organismes internationaux vous paraissent-elles suffisantes pour répondre aux ambitions affichées, notamment lors du sommet de Muskoka en juin 2010 ?

D-B : Les ressources seront toujours en deçà des besoins. Il existe des raisons de garder espoir : Muskoka va permettre de mobiliser plus de 10 milliards de dollars supplémentaires! Mais n'oublions pas que la question majeure reste la capacité d'absorption des bénéficiaires. L'utilisation appropriée de ces ressources est une condition sine qua non pour garantir le maintien de l'élan de Muskoka. Il ne faut pas en rester aux annonces et aux engagements. Or, les engagements des Chefs d'Etats africains de consacrer 15% de leurs budgets nationaux à la santé peinent à se concrétiser.

H-M : Cette ambition, c'est de doubler, en cinq ans, les 4 à 5 milliards de dollars aujourd'hui

consacrés chaque année à lutter pour la santé maternelle et infantile dans le monde. Mais quelques mois après Muskoka, le secrétariat général de l'ONU a chiffré à 40 milliards de dollars les budgets nécessaires pour atteindre les deux OMD concernés. On mesure la différence, même si je ne peux qu'applaudir les engagements pris à Muskoka.

Pensez-vous que les engagements pris au sommet de Muskoka soient suffisamment explicites sur l'importance à accorder à la planification familiale et à l'éducation des femmes ?

D-B : Suffisamment explicites, non! Comme d'habitude, la question est traitée dans le contexte global de la santé et non comme une entité à part entière. La spécificité de la planification familiale continue de pénaliser sa prise en compte

comme une priorité, encore moins comme la principale porte d'entrée pour atteindre les OMD.

En février 2011, la Conférence de Ouagadougou a révélé les insuffisances dans ce domaine, ainsi que le besoin d'activer la prise de conscience de tous.



Henriette Martinez, députée des Hautes-Alpes, et Delphine Barry, du Conseil de la population du Burkina Faso

agenda

24 octobre 2011

Journée mondiale d'information sur le développement pour l'amélioration de la diffusion d'information et la mobilisation de l'opinion publique sur les problématiques de l'aide afin de favoriser l'accroissement des efforts en matière de coopération internationale pour le développement.

Du 28 novembre au 9 décembre 2011

La prochaine conférence de la Convention des Nations Unies sur le changement climatique (COP17) se tiendra à Durban, en Afrique du Sud.

Du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011

La ville de Busan en Corée du Sud accueillera le 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Les objectifs : évaluer les progrès accomplis et prendre de nouveaux engagements.



H-M : Clairement non, même si, notamment à l'initiative de la France, on a pu dépasser l'approche strictement médicale prônée par le gouvernement canadien, pour en venir aux droits : à la planification familiale et à l'éducation des femmes et des filles. Mais on ne parle toujours pas ouvertement d'avortement,

alors que sa pratique non médicalisée grandissante en Afrique subsaharienne en fait, dans cette région, une véritable tragédie de santé publique. Il est vrai que rien ne pourra se faire sans mobilisation des autorités locales appuyées par les bailleurs de fonds. On ne peut que se féliciter du processus régional engagé

en février à Ouagadougou à l'initiative de la France et des Etats Unis, pour organiser enfin la montée en puissance de la planification familiale en Afrique francophone.

G20 Développement à Washington le 23 septembre : le développement est un facteur de stabilité planétaire

La pauvreté est source de tensions économiques, politiques et sociales majeures dans le monde. Or, l'écart de revenus qui sépare le milliard le plus riche du milliard le plus pauvre a augmenté de 60% en moins d'une décennie... Dans ce contexte, aggravé par la crise financière internationale, il est légitime que le G20 se concentre sur sa raison d'être historique, qui est la réponse aux crises financières et la coordination des politiques macro-économiques entre les 20 principales puissances économiques de la planète.

Toutefois, je crois que c'est tout à l'honneur de la Présidence française d'avoir su conserver au G20 une fonction de construction sur le long terme

et, tout particulièrement, d'avoir inscrit au cœur de l'agenda la question du développement, qui est le gage d'une mondialisation maîtrisée.

Je suis persuadé que le développement est un facteur de stabilité planétaire. Plus que jamais, consacrer des moyens à la solidarité internationale est essentiel pour réduire les tensions entre populations riches et populations pauvres et rétablir une croissance mondiale durable.

Inviter les pays émergents à réfléchir ensemble et à engager des actions communes en faveur du développement est un progrès majeur en matière de gouvernance mondiale. Le développement n'est plus le monopole des pays avancés mais devient un sujet qui nous engage tous. Les 20

pays qui représentent les deux tiers de la population mondiale et environ 80 % du PIB mondial ne peuvent laisser de côté le « G172 ». Car les pays en développement sont non seulement des partenaires incontournables, mais également les nouveaux pôles de croissance de demain.

C'est pour toutes ces raisons que la réunion des Ministres du G20 consacrée au développement qui s'est tenue à Washington le 23 septembre est cruciale. Elle reflète la nécessité d'inventer une vision partagée de la mondialisation de demain, plus solidaire et plus humaine. La France veut rapprocher le G20 des populations.

Henri de Raincourt,

Ministre chargé de la Coopération

En bref

Les collectivités et la coopération internationale



Le 2^e Forum pour la Coopération internationale des collectivités locales, organisé par Cités unies France (CUF), s'est tenu les 7 et 8 juillet derniers au Palais des Congrès de Paris. L'évènement proposait 20 ateliers thématiques sur des questions d'actualité ou de long terme, et a réuni une centaine d'intervenants et attiré près de 800 visiteurs. En parallèle se tenait la séance annuelle de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) présidée par le Ministre de la Coopération, qui réunit les cinq principales organisations d'élus (l'Association des Maires de France, l'Association des Régions de France, l'Association des Départements de France, Cités Unies France et l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe).

Ces rendez-vous des acteurs territoriaux de la coopération décentralisée ont été l'occasion de rappeler que l'action internationale des collectivités locales est une des marques de fabrique de la politique française d'aide publique au développement.

Les villes du Sud, maillons décisifs du développement

En 2050, le monde devrait compter 9 milliards d'habitants. La question du taux d'urbanisation mondial se pose : alors qu'il a dépassé le seuil des 50% en 2008, il devrait atteindre 70% en 2050. Les pays du Sud sont particulièrement touchés. En Afrique par exemple, la population a été multipliée par 10 ces 50 dernières années et devrait l'être par trois d'ici à 2050 pour atteindre 2 milliards d'habitants, dont la moitié vivra dans les villes.

La croissance urbaine entraîne des bouleversements des équilibres politiques, sociaux, culturels, urbanistiques et écologiques. L'enjeu est donc de taille. Dans les villes du Sud comme dans celles du Nord, l'approche est identique : prendre en compte de façon intégrée à la fois le territoire, les réseaux et services, les habitants et l'institution qu'est la ville. La différence réside dans les quatre grands problèmes auxquels les villes du Sud sont confrontées.

(1) Elles connaissent un taux de croissance très élevé : en Afrique, la population des villes double tous les 15 à 20 ans. (2) De par les processus

récents de décentralisation, elles se sont vues confiées des compétences qu'elles n'ont souvent pas les moyens de mettre en œuvre. (3) Elles supportent un retard notable par rapport à celles du Nord, qui paraît difficile à rattraper. (4) Enfin, elles n'ont pas les moyens financiers à la hauteur des défis à relever. Alors qu'une ville du

Nord possède un budget équivalent à 2000€ par atn et par habitant en moyenne, une ville du Sud doit souvent composer avec un budget de 1 à 10€ par an et par habitant.

La mobilisation des élus locaux doit porter sur l'adéquation indispensable entre les besoins et les moyens. Les villes cherchent des solutions, notamment en termes de transports urbains et d'équipements marchands. Les expériences de développement urbain réussies peuvent être transposées avec le soutien des gouvernements nationaux et des bailleurs internationaux. Favoriser l'autonomie locale en parallèle d'un renforcement des capacités permettra à chacun de définir ses priorités et contribuera à exploiter les potentiels de la façon la plus optimale possible.

« Bien conçue, l'urbanisation peut être un puissant moteur de croissance économique. »